



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

00 N° 000 28 /AONO/MINEE/CIPM/2026 DU 23 Mars 2026

POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DU RESEAU ELECTRIQUE DE BALOUA-BAMBOU, DANS L'ARRONDISSEMENT DE TONGA, DEPARTEMENT DU NDE, REGION DE L'OUEST (EN PROCEDURE D'URGENCE).

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du budget d'investissement public exercice 2026 (ligne des interventions d'urgence en électricité), le Ministre de l'Eau et de l'Énergie lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de réhabilitation et d'extension du réseau électrique de BALOUA-BAMBOU, dans l'arrondissement de TONGA, Département du NDE, Région de l'ouest (en procédure d'urgence).

2. Consistance des travaux

La consistance des prestations, objet du présent Appel d'Offres est répartie ainsi qu'il suit :

- Réhabilitation d'un réseau MT monophasée de 5 860 m en câble ALMELEC 1x34mm² ;
- Réhabilitation d'un réseau mixte MT/BT monophasée 680 m en câble ALMELEC 1x34mm² et torsadé 4x25 ;
- Construction d'une ligne MT monophasée de 1 750 m en câble ALMELEC 1x34mm² ;
- Construction d'une ligne BT monophasée de 300 m en câble torsadé 4x25 ;
- Dépose et repose des équipements (Câbles MT, isolateur...) ;
- Fourniture et pose de trois (03) transformateurs H 61 25 KVA-17,32KV /B2 ;
- Prestations diverses.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres se feront en un (01) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : **quatre-vingt-huit millions neuf cent vingt mille sept cent quarante-neuf (88 920 749) FCFA.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **cinq (05) mois.**

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine des études, de la fourniture et de la construction des ouvrages électriques de distribution. La participation sous forme de groupement est admise à condition que le chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par BIP MINEE de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire N° 60 32 341 0 32000005 0435 523415

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement *en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO d'un montant de : **un million sept cent mille (1 700 000) Fcfa**, assortie du récépissé de consignation (CDEC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. *L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.* Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Ministère de l'Eau et de l'Energie, , aux heures et jours ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 13, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Ministère de l'Eau et de l'Energie.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être obtenue au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 1 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cent **quatre-vingt mille (80 000) Francs CFA**, payable au Trésor Public.

Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, e-mail, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission étant en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 23 AVR 2026 à **14 heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;

- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 23 AVR 2026 à 15 heures par la Commission de Passation des Marchés du Ministère de l'Eau et de l'Energie à Yaoundé –Mvog Ada, nouveau bâtiment annexe.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

- l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- non-respect du format de fichier des offres ;
- absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- note technique inférieure à 80% de Oui (14/17 de oui) ;
- absence de la capacité financière supérieure ou égale à :

Dix-sept millions sept cent mille (17 700 000) Fcfa ;

- l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- CCAP et CCTP paraphés sur chaque page et signés assortis de la mention « lu et approuvé ».

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la qualification et l'expérience du personnel
- les moyens logistiques
- la méthodologie
- le plan QHSE
- la visite de site

NB : Ces critères sont détaillés à l'article 6.1 du RPAO

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots :

NA (lot unique).

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables soit au Service des Marchés Publics du MINEE Tél : 222 23 00 13 ou à la Direction de l'Électricité du MINEE B.P 70 Yaoundé, Tél. 222 22 61 83 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, le Maître d'Ouvrage au numéro 222 23 00 13.

Copies:

- MINMAP (pour information)
- ARMP (pour publication)
- CIPM/MINEE (pour information) ;
- DAG (Archivage/Affichage/chrono).

Yaoundé, le 23 MARS 2026
Le Ministre de l'Eau et de l'Énergie
(Maître d'Ouvrage)



Gaston Essomba



00000028 OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. AONO/MINEE/CIPM/2026 OF 23 MARS 2026
FOR THE ON THE REHABILITATION AND EXTENSION OF THE ELECTRICAL NETWORK OF
BALOUA-BAMBOU, IN THE TONGA DISTRICT, NDE DEPARTMENT, WEST REGION (UNDER
EMERGENCY PROCEDURE).

1- Subject of the Call for Tenders

As part of the execution of the 2026 public investment budget (line for emergency electricity interventions), the Minister of Water and Energy is launching an Open National Call for Tenders for the rehabilitation and extension works of the BALOUA-BAMBOU electricity network, in the district of TONGA, NDE Department, Western Region. (in emergency procedure).

2- Scope of Work

The scope of services covered by this Invitation to Tender is broken down as follows:

- Rehabilitation of a single-phase MV network of 5,860 m with ALMELEC 1x34mm² cable;
- Rehabilitation of a mixed single-phase MV/LV network of 680 m with ALMELEC 1x34mm² cable and twisted 4x25;
- Construction of a single-phase MV line of 1,750 m with ALMELEC 1x34mm² cable;
- Construction of a single-phase LV line of 300 m with twisted 4x25 cable;
- Removal and reinstallation of equipment (MV cables, insulator...);
- Supply and installation of three (03) H 61 25 KVA-17.32KV /B2 transformers;
- Various services.

3. Phases/Lotting

The works covered by this Invitation to Tender will be carried out in a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the project, following the preliminary studies, is: **eighty-eight million nine hundred twenty thousand seven hundred forty-nine (88,920,749) FCFA.**

5. Estimated Completion Time

The maximum time allowed by the Contracting Authority for the completion of the works covered by this Invitation to Tender is five (5) months.

This period begins from the date of notification of the work order to commence services.

6. Participation and Origin

Participation in this tender is open to companies incorporated under Cameroonian law with proven experience in the field of studies, supply, and construction of electrical distribution infrastructure. Participation in the form of a consortium is permitted provided that the lead partner is designated and that the specific responsibilities of each member are clearly defined.

7. Financing

The works covered by this tender are financed by the MINEE Public Investment Budget for the 2026 fiscal year, under budget line number **60 32 341 0 32000005 0435 523415.**

8. Submission Method

The submission method for this tender is online.

9. Bid Security

Each bidder must include with their administrative documents a bid security stamped at the current rate, paid by hand, issued by an organization or financial institution authorized by the

Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement (a list of which is provided in document 14 of the bidding documents), in the amount of **one million seven hundred thousand (1,700,000) Fcfa francs**, accompanied by the deposit receipt (CDEC), and valid for thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids. The absence of a bid security issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public procurement will result in the outright rejection of the bid. A bid security submitted but unrelated to the relevant tender is considered invalid. A bid security submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The physical tender documents may be consulted free of charge at the offices of the Ministry of Water and Energy, during business hours and days, at the Directorate of General Affairs, Public Procurement Department, 3rd floor of the Ministerial Building Tower No. 1, door No. 3T12, P.O. Box 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 13, from the date of publication of this notice. They may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm) or via any other electronic means of communication indicated by the Ministry of Water and Energy.

11. Acquisition of the Tender Documents

The physical version of the tender documents can be obtained from the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Department, 3rd floor of the Ministerial Building Tower No. 1, door No. 3T12, P.O. Box 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 1, upon publication of this notice, upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable fee of one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs, payable to the Public Treasury. When collecting the tender documents, bidders must register by providing their full contact information (P.O. Box, Fax, email, Telephone, etc.). It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by free download from the addresses indicated above. However, submission, whether in physical or electronic form, is contingent upon payment of the tender document purchase fee.

12. Submission of Bids

As the submission process is online, the bid, written in French or English, must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than 23 AVR 2026 at 2:00 PM sharp. A backup copy of the bid, saved on a USB drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy," in addition to the above statement, within the specified deadline.

File Size and Format

For online submissions, the maximum file sizes for documents transmitted through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

The bidder should use compression software to reduce the size of the files to be submitted.

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be placed in separate, sealed envelopes.

The following will be deemed inadmissible by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing the bidder's identity;
- Bids received after the submission deadline;
- Bids not conforming to the submission procedure;
- Bids without identifying the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the Invitation to Tender or submissions consisting solely of copies.

Any incomplete bid, in accordance with the requirements of the Invitation to Tender, will be declared inadmissible. Specifically, the absence of a bid security issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees for public procurement, or failure to comply with the templates for the tender documents, will result in the outright rejection of the bid without recourse. A bid security submitted but unrelated to the tender in question will be considered absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session will be inadmissible.

14. Opening of Bids

The bids will be opened in a single session on 23 AVR 2026 at 3:00 PM by the Procurement Commission of the Ministry of Water and Energy in Yaoundé – Mvog Ada, new annex building.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choosing, even in the case of a consortium.

Only bidders may submit original documents or certified copies of the required administrative documents, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations, on pain of rejection. They must be less than three (3) months old or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender.

If any document in the administrative file is missing or non-compliant at the time of the bid opening, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Disqualifying Criteria

- Absence or non-compliance of the bid security at the time of bid opening;
- Absence or non-compliance of a copy of the bid security deposit receipt issued by the CDEC;
- Failure to submit, within 48 hours of the bid opening, any document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except for the bid security);
- Non-compliance with the bid file format;
- Absence of a backup copy in case of a COLEPS platform malfunction;
- False statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- Technical score below 80% (Yes);
- Lack of financial capacity equal to or greater than:
forty-nine million eight hundred thousand (49,800,000) CFA francs;
- Lack of a sworn statement attesting to the absence of abandoned construction sites during the last three years;
- Lack of a quantified unit price in the Financial Offer;
- Lack of any element of the Financial Offer (the tender documents, unit price schedules, bill of quantities);
- Lack of a dated and signed integrity charter;
- Lack of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- CCAP and CCTP initialed on each page and signed with the notation "read and approved".

15. Evaluation Criteria

15.1 Disqualifying Criteria

- Absence or non-compliance of the bid security at the time of bid opening;
- Absence or non-compliance of a copy of the bid security deposit receipt issued by the CDEC;
- Failure to submit, within 48 hours of the bid opening, any document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except for the bid security);
- Non-compliance with the bid file format;
- Absence of a backup copy in case of a COLEPS platform malfunction;
- False statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- Technical score below 80% (14/17);
- Lack of financial capacity equal to or greater than:

Seventeen million seven hundred thousand (17,700,000);

- Lack of a sworn statement attesting to the absence of abandoned construction sites during the last three years;
- Lack of a quantified unit price in the Financial Offer;

- Lack of any element of the Financial Offer (the tender documents, unit price schedules, bill of quantities);
- Lack of a dated and signed integrity charter;
- Lack of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- CCAP and CCTP initialed on each page and signed with the notation "read and approved".

15.2. Essential Criteria

The essential criteria for qualifying bidders will include, but are not limited to:

- the presentation of the offer;
- the bidder's references;
- the qualifications and experience of the staff;
- logistical resources;
- the methodology;
- the QHSE plan;
- the site visit.

Note: These criteria are detailed in Article 6.1 of the Tender Regulations.

16. Award

The Contracting Authority will award the contract to the bidder whose offer meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer is evaluated as the lowest, including any proposed discounts.

17. Maximum number of lots:

N/A (single lot).

18. Validity Period of Bids

Bidders remain bound by their bids for ninety (90) days from the initial deadline for submitting bids.

19. Additional Information

Additional information can be obtained during business hours from the Public Procurement Department of the Ministry of Water Resources and Energy (MINEE), Tel: 222 23 00 13, or from the Electricity Directorate of the Ministry of Water Resources and Energy (MINEE), P.O. Box 70, Yaoundé, Tel: 222 22 61 83, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Combating Corruption and Bad Practices

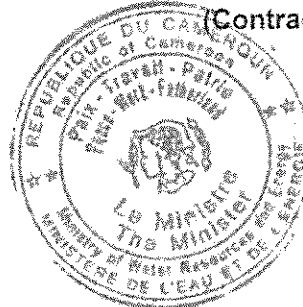
To report any corruption, acts, or bad practices, please call CONAC at 1517, the Ministry of Public Procurement (MINMAP) (SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP or the Project Owner at 222 23 00 13.

Yaounde, on 23 MARS 2026

Copies:

- MINMAP (for information)
- ARMP (for publication)
- CIPM/MINEE (for information);
- DAG (Archiving/Chronological display).

The Minister of Water and Energy
(Contracting Authority)



G. Essomba Gasien
G. Essomba Gasien